

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

Les baux annuels

Il faut encore donner un avis de renonciation de trois mois, mais la visite des logements est réduite à trente jours. — Ce changement dans une vieille coutume est tout à l'avantage du propriétaire. — Une augmentation dans le prix des loyers. — Qui en est responsable?

Les meilleures intentions au monde agissent souvent au détriment de ceux qu'on voulait aider; ainsi on a décrété que la période de visite des logements à louer se limiterait à trente jours, soit du 1er avril au 1er mai; mais l'avis de renonciation doit toujours se donner trois mois avant l'expiration du bail, soit le 1er février en général puisqu'une vieille coutume veut qu'on loue pour une année, soit du 1er mai au 1er mai suivant. Voici en pratique ce qui arrive: le propriétaire fait sa visite annuelle le 1er février, il touche son loyer — mais pas toujours, cette année — il informe son locataire que vu l'augmentation des taxes, etc., il est obligé d'augmenter le prix de location de cinq dollars par mois; le locataire en reste tout abasourdi: "comment", lui dit-il, "vous voulez augmenter mon loyer, on a déjà de la misère à joindre les deux bouts, je vous ai bien payé, vous n'êtes pas raisonnable et dans ces conditions je vais chercher ailleurs." Le propriétaire met l'affiche à louer et il attend un nouveau locataire, mais comme c'est naturel, l'ancien locataire refuse péremptoirement de laisser visiter son logement; alors les choses restent apparemment dans le *statu quo*.

Pendant deux à trois mois, propriétaires et locataires sont dans le doute: le premier se demande s'il trouvera preneur à son nouveau prix de location; le second se fait du mauvais sang, il s'informe à droite et à gauche auprès de ses amis et connaissances s'ils ne connaîtraient pas un logis qui lui conviendrait. Comme la patience n'est pas la vertu dominante de l'humanité, il faut que l'un des deux cède; c'est généralement le pot de terre — le locataire, en l'occurrence — qui, ne sachant pas où il ira se nicher au 1er mai, entame de nouvelles négociations avec le propriétaire qui tient bon et finit par louer à son prix ou qui, feignant de faire le généreux, fait un compromis et coupe la différence en deux.

Voilà ce qui se passe dans des milliers de familles aujourd'hui, à peu d'exceptions près et cela grâce aux articles de journaux publiés à dessein par les associations de propriétaires et les compagnies d'administration, disant qu'il y a une tendance à l'augmentation du prix des loyers; c'est une affaire de \$5.00 par mois qui domine.

Nous ne discutons pas le lot des propriétaires; ça les paie-t-il ou non d'avoir des logements? Mais nous savons que la classe ouvrière, tous les locataires en général sont incapables de supporter une augmentation quelconque du prix de leur loyer et que les proprios qui ont été bien payés au cours des années de crise que nous avons traversées devraient s'estimer des plus heureux d'avoir eu des locataires qui les payaient régulièrement tous les mois.

Nous estimons qu'on devrait une fois pour toutes couper le mal dans sa racine et qu'un avis de renonciation de loyer de trente jours devrait être la règle générale. C'est facile à dire mais difficile à faire, je l'admets. Il n'y a rien de pis qu'une coutume; c'est pour cela que pour y mettre fin il faudrait une législation décrétant illégal d'insérer dans un bail d'un logement privé un préavis de renonciation de plus de trente jours.

Pourquoi déplacer le secours direct?

Nos modernes Don Quichotte, faute de moulin à vent, s'amuse à donner des coups d'épée dans les jupes de ces demoiselles. On ferraille comme on peut. Celles-ci n'entendent pas que, sous prétexte de galanterie, on leur enlève le droit au travail chèrement acquis. Si, pour une faible minorité, le labeur quotidien leur apporte le luxe ou le plaisir de paraître sous leur meilleur jour, pour la veuve, l'orpheline, celle qui a charge d'âmes, c'est une nécessité, une obligation. Pourquoi déplacer le secours direct? Faire des mendiants plutôt que des quêtés, humilier un sexe plutôt que l'autre?

D'abord, mettons les choses au point, ne soyons pas dupes des mots et des intentions. Nos chevaliers ne tiennent nullement à alléger le fardeau de nos demoiselles, à se faire leur Simon de Cyrène, à débarrasser ces fragiles épaules, au derme satiné, de la croix qui les humilie et les meurtrit. Non, ils en tiennent pour son argent, pour son salaire. S'ils souhaitent leur "job", ce n'est pas pour leur faire une existence de sybarite et les promener sous des baldaquins de pourpre d'or en effeuillant des roses sous leurs pas, c'est pour pouvoir prendre les bouchées doubles, se la couler plus douce. Ils voudraient les constituer "reines du foyer", leur épargner ces besognes contrares à leur sexe, remplacer la machine à écrire par la cuve, le tordeur par la plume, par la vadrouille, les voir trainer dans la cuisine parmi les chaudrons! Regardez-les verser des larmes

de crocodiles sur les humiliations qu'on fait subir aux demoiselles dans les bureaux, les administrations, les usines, les banques, les assurances. C'est plus digne d'elles de les voir une poubelle pendue au bras ou le dos arrondi sur la machine à coudre, alternant d'un labeur d'esclave à celui d'une mercenaire, ou crucifiées sur un plancher... Pensez donc, ces demoiselles sont parées comme des princesses, elles ont des ongles colorés d'oiseau des tropiques, les joues perpétuellement en fleur, les lèvres purpurines, la peau parfumée comme un sachet! Quelle horreur! La femme forte de l'Evangile doit avoir une jupe de droguet, des pantoufles éculées, la couette sur le dos et sentir l'eau de vaisselle ou la fri-cassée pour charmer les hommes! A la maison! petites vagabondes! Le bal est fini, jolies Cendrillon, réintégrez votre cuisine!

Mais on ne remonte pas le courant. On ne se baigne pas deux fois dans le même flot, dit Héraclite. Vous avez beau crier: Petit! petit! et tendre la main avec d'illusoires graines de mouron à l'oiseau qui s'est échappé de sa cage et bat l'espace de son aile heureuse, il n'a garde de revenir dans sa prison.

Qu'allez-vous faire? les anti-féministes? Déclarer la cuisine obligatoire, faire comme dans le temps de la Révolution française quand ce grand général entra à cheval dans une église et força les moines et les religieuses qui assistaient au service divin à s'épouser sur l'heure. Le mariage

Le travail à domicile

Quand on introduit des mesures pour faire disparaître une plaie sociale, l'imagination humaine est tellement fertile — pour le mal surtout — qu'elle trouve autre chose pour détourner cette bonne mesure. Grâce aux lois d'inspection des manufactures, de salaire minimum, contrats collectifs, etc., on a sensiblement amélioré le sort des ouvrières dans les manufactures, ateliers et magasins, leurs heures de travail ont été réduites à quarante-huit heures par semaine et même quarante-quatre, leurs salaires ont été augmentés, puisqu'il ne peut plus être question de deux et trois dollars par semaine et que le minimum initial de base est de \$7.00 par semaine à Montréal, et \$6.00 pour le reste de la province pourvu que l'ouvrière ait travaillé 48 heures dans sa semaine — si elle fait moins d'heures de travail elle doit être payée au *pro rata*; de plus, il faut que 65 et même 70 pour cent du personnel féminin reçoive le taux de salaire des ouvrières expérimentées, soit \$11, 12 et \$12.50 par semaine, tel que déterminé par les Ordonnances du salaire minimum, on admettra qu'il y a un progrès sensible. Certes, il y a des infractions, il y en a des quantités et il y en aura toujours en dépit de la vigilance des services du Ministère du Travail et des poursuites, suivies de condamnation à l'amende et à la prison, des violateurs de ces lois; ajoutez à cela l'apathie et la crainte des ouvrières elles-mêmes qui non seulement ne rapportent pas l'exploitation dont elles sont les victimes mais vont jusqu'à couvrir le patron malhonnête et déclarent même sous serment qu'elles sont payées le salaire minimum, qu'elles ne travaillent pas plus que les heures légales, tandis que c'est le contraire qui existe; il faut les plaindre plutôt que les blâmer, elles sont victimes du système social vicié sous lequel nous vivons.

Une de ces dernières formes d'exploitation est celle du travail à domicile — surtout dans les métiers de l'aiguille. Un certain nombre de manufacturiers donnent leur travail à des "contracteurs", ceux-ci à leur tour le font faire non pas dans leur atelier mais au domicile même de leurs ouvrières et ce à un prix dérisoire, ces pauvres infortunées travaillent jour et nuit et ne gagnent même pas un dollar par jour, toute la famille donne un coup de main, du plus petit au plus grand. Voilà où nous en sommes rendus.

Le manufacturier y trouve son profit, le "contracteur" — qui est généralement pauvre comme Job — est obligé d'accepter les conditions du manufacturier sans cela il perd son contrat, il est exempt de toute ingérence des inspecteurs du gouvernement, il paie ses ouvrières ce qu'il veut: les pauvres filles sont odieusement exploitées pour la raison bien simple que notre législation sociale ne couvre pas le travail à domicile.

Il faut mettre fin à ces abus. C'est difficile mais pas impossible. Il est impératif que le travail à domicile soit contrôlé et protégé s'il doit continuer. Le moyen le plus radical serait de l'interdire complètement, mais ce serait priver de travail un certain nombre de personnes qui ne peuvent travailler à la manufacture, à l'atelier. On pourrait commencer par obliger le manufacturier de donner aux inspecteurs du travail la liste des "contracteurs" à qui il donne des contrats, contraindre ceux-ci à faire rapport aux mêmes inspecteurs des personnes qui travaillent pour eux à domicile, à tenir un record de l'ouvrage que celles-ci ont fait et de ce qu'elles ont été payées pour ce travail; comme cet ouvrage est payé à tant du morceau, à la douzaine, on exigerait que ce prix soit le même que si le travail avait été fait à l'atelier et que ce prix soit au niveau tout au moins du salaire minimum exigé par la loi.

Le manufacturier devrait être tenu responsable des infractions au même titre que ses "contracteurs", lorsque l'un comme l'autre réaliseront qu'ils n'ont aucun bénéfice à espérer du travail à domicile, celui-ci aura vécu ou tout au moins diminué dans une grande mesure, ce sera la fin d'une autre exploitation.

SOCIUS.

ou la mort! dit-il en braquant sa mitrailleuse sur le jubé. Décréterez-vous le mariage obligatoire?... Allez-vous ramener au bercail toutes ces petites chèvres de M. Séguin en mettant la police et ses meutes après elles, parce que de bon gré elle ne reviendront jamais à la maison? M. Hitler a voulu, lui aussi, user de ce stratagème pour faire changer l'argent de main, remplacer les femmes par les hommes, mais il a dû déchanter devant les griffes acérées des filles d'Eve qui menaçaient ses yeux. La main sur la conscience, messieurs les fémino-phobes, trouvez-vous l'argent mieux placé dans le gousset des hommes que dans le réticule de ces demoiselles? Dépenser ses sous pour du fard ou du tabac à chiquer, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Pourquoi faut-il que ce soit les femmes plutôt que les hommes qui torchent les enfants, lavent les plafonds et les carreaux, fassent la soupe, pèlent les patates, récurent les casseroles? Quel est leur signe de prédestination pour ces très honorables fonctions? Sans doute que, dans une parabole, on voit qu'un potier a fait des vases d'élection et d'autres pour de vulgaires usages, mais ce ne sont pas ceux d'un grain rude, d'une forme commune, qu'on réserve pour ces bas emplois. Il n'y a pas de commandement de Dieu qui ordonne aux femmes d'être les domestiques non payées de leur mari, les bonnes à tout faire sans rémunération. Et que faites-vous de la liberté individuelle, de ce principe sacré, contre lequel personne ne peut s'insurger sans commettre un crime de lèse-civilisation: éga-

lité des deux sexes devant la loi, devant la conscience, devant la mort! Commencez par le commencement, donnez un mari à toutes ces petites filles qui triment pour gagner leur pain, donnez-leur un foyer, si vous voulez les contraindre à avoir un "home": les plus étourdis des moineaux bâtissent leurs nids d'abord. Allez-vous mettre de nouvelles charges sur les bras des parents qui se trouvent si soulagés quand les filles peuvent gagner pour s'habiller? Mais vous ne faites que changer le mal de place. Vous déshabillez Pauline pour habiller Paul. Quelle logique! Vous n'avez trouvé que ce moyen pour enrayer la dépression! Vous manquez pour le moins d'imagination. Croyez-vous en bonne vérité que le bonhomme qui se chauffe les pattes sur la bavette du poêle depuis deux ans et qui a pris goût à cette "soft job", que les maris qui font le trottoir depuis un certain laps de temps et se chauffent ensuite dans les bibliothèques ou les églises, que les pelletiers de neige qui passent des heures chaque jour à interroger la nue pour voir venir la "bordée" salvatrice, qui mettra du whisky dans leur eau, sont ravis de cette initiative? Ils tremblent à l'idée de revivre la monotonie des jours gris de la manufacture, de l'usine, du magasin. Que l'argent nous vienne de la main droite ou de la gauche, peu importe! Laissons s'accomplir la destinée et le monde hors de son orbite retomber dans ses gonds. Au plus méritant la position!

JULIEN SAINT-MICHEL.

Ce qui se passe dans nos unions

LES TRAVAILLEURS EN FER

Le Local 307 de l'Union des Travailleurs en fer a tenu, dimanche dernier, une très importante assemblée qui avait réuni une nombreuse assistance et surtout fort représentative, car pas moins de neuf employeurs étaient représentés par quelques-uns de leurs employés.

Le président souligne ce fait à l'ouverture de l'assemblée. Ceci, dit-il, est de bon augure et prouve que les négociations du prochain contrat collectif suscite déjà beaucoup d'intérêt.

Au début de l'assemblée, M. Emile Mathieu, secrétaire et inspecteur en chef du comité conjoint de l'industrie de la fourrure, fut invité par le président à adresser la parole. Il fit un bref exposé de la loi de l'extension juridique des contrats de travail, depuis le début jusqu'à aujourd'hui, et il conclut en disant que si on n'en a pas retiré tous les bénéfices qu'on en attendait, c'est encore le meilleur moyen à la disposition des ouvriers dans les circonstances actuelles pour améliorer leurs conditions de travail et il ajouta qu'il était du devoir de tous les métiers de la construction d'unir leurs efforts pour renouveler le prochain contrat et le rendre plus effectif que celui qui est actuellement en force.

L'agent d'affaires, J.-A. Charron, soumit un très intéressant rapport de ses activités et se déclara très satisfait du progrès qui s'accomplit à chaque semaine. Il invita les membres à s'intéresser au développement des négociations et à assister à la prochaine assemblée qui aura lieu le 16 février.

Afin de faciliter le travail du comité d'examineurs, on est prié de se rendre de bonne heure, le vendredi soir, car le bureau est ouvert à 7 h. 30 du soir.

OUVRIERS DE LA FOURRURE

Une grande assemblée générale de tous les ouvriers et ouvrières de la fourrure de Montréal, fut tenue vendredi soir dernier.

M. Albert Roy, vice-président général de l'Union internationale des Ouvriers en fourrure, était présent et renseigna les assistants sur un événement de grande portée au point de vue industriel et pour les ouvriers et ouvrières de la fourrure. Il donna lecture d'un télégramme du président général de cette union, lequel ne manqua pas de les rassurer sur leurs activités futures en vue d'une meilleure protection des intérêts des uns et des autres de ces ouvriers et ouvrières.

Les ouvriers et ouvrières, unionistes ou non, ne devraient pas manquer d'assister aux assemblées de cette union, car ce n'est plus le temps de rester isolés quand ses intérêts ont tant besoin d'une protection et d'une défense énergiques, que seule l'Union peut procurer.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL AUGMENTENT DANS LE QUEBEC

La Commission des accidents du travail a accompli, en 1935, un travail plus considérable que les années précédentes, à cause du plus grand nombre de réclamations qui lui ont été soumises. Il y a une augmentation de dix pour cent dans le nombre d'accidents rapportés à la commission. Le nombre des accidents qui tombent sous sa juridiction a été de 39,008, tandis qu'il avait été de 35,436, en 1934; de 30,462, en 1933, et de 34,414, en 1932. Cette augmentation est attribuable, pour une bonne part, au fait qu'il y a eu une reprise appréciable dans l'industrie. Elle est aussi attribuable au fait que le nombre d'employeurs soumis aux dispositions de la loi des accidents de travail augmente sans cesse. Il atteint aujourd'hui les 11,000, alors qu'au premier décembre 1934, il était de 9,498.

Comme on le sait, les compagnies qui ont leur propre système d'assurance, telles que les compagnies de chemin de fer, de télégraphe, de navigation, etc., ne relèvent pas de la commission. D'autres employeurs se trouvent aussi exemptés, en vertu des dispositions de la loi, ceux par exemple qui n'ont pas un nombre suffisant d'employés.

Au premier janvier 1936, le nombre de dossiers en marche à la commission était de 6,479. Sur ce nombre, il y avait 3,093 cas d'accidentés qui reçoivent des compensations; 909 cas d'accidentés qui reçoivent l'assistance médicale; enfin, 2,472 dossiers sous examen, autrement dit, à l'assemblage.

L'augmentation dans le nombre des accidents, au cours de 1935, s'est maintenue durant tous les mois, excepté celui de juin.

LE CONSEIL DES METIERS

L'installation solennelle des officiers nouvellement élus du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal aura lieu, jeudi soir, le 20 février courant, à l'hôtel Mont-Royal.

Les délégués ne manqueront sûrement pas d'assister à cette séance, au cours de laquelle des questions du plus vif intérêt devront être discutées. Les divers comités du Conseil devront aussi soumettre d'intéressants rapports.

M. G.-R. Brunet a été réélu pour un troisième terme consécutif président de cet organisme important qui compte plus de 90 unions affiliées. Il est bon d'ajouter ici, qu'il fut président avant le regretté J. T. Foster, ce qui veut dire que M. Brunet est un vétéran du mouvement unioniste international à Montréal.

LES PEINTRES

Le Local 349 de la Fraternité internationale des Peintres, à sa dernière assemblée, a adopté une résolution exprimant les sympathies et condoléances de ses membres et officiers, d'abord à leur confrère, M. A. Goudreau, pour le décès de son vénérable père; à leur confrère M. A. Bernard, pour le décès de son frère et à la famille de feu P. Pélisson, qui était membre du Local 399, des peintres.

UNE SCISSION EST PROBABLE

Malgré les protestations d'un groupe nombreux de délégués, le congrès des mineurs unis a voté une augmentation considérable de salaire à son président John-L. Lewis. Celui-ci, qui recevait déjà \$12,000 par an, touchera maintenant \$25,000. On affirme qu'aucun autre président d'union ne gagne aux Etats-Unis plus que \$20,000 par an. Le congrès a aussi résolu d'étendre le champ d'action de l'union aux entreprises de transformation du charbon. Cette mesure, dit-on, aura une répercussion considérable pour ce qui a trait à la lutte au sein de la Fédération Américaine du Travail, entre les partisans des unions de métiers et ceux des unions d'industrie.

Cette dispute menace de provoquer une scission dans le puissant organisme. Les salaires des vice-présidents Murry et Kennedy ont aussi été augmentés. On leur donnera maintenant \$18,000 par année, au lieu de \$9,000. Les autres augmentations de salaires regardent: le rédacteur en chef du *Miners' Journal*, \$7,000 au lieu de \$4,000; les membres de l'exécutif, \$500 par mois au lieu de \$300; les délégués aux congrès, \$12.50 par jour au lieu de \$10.50.

Les adversaires de ces augmentations n'ont pas manqué de rappeler que des mineurs souffraient de la faim et allaient pieds nus.

LE TRAVAIL DE LA FEMME

On nous demande de publier le communiqué suivant de J.-P. des Chatelets, ce que nous faisons volontiers:

L'étendue du travail féminin est immense: au Canada, il y a près de 700,000 femmes qui travaillent. Il va de soi qu'une telle avalanche de bras, dans un milieu économique déjà ébranlé, doit embrouiller beaucoup les cartes vers le progrès.

De ce fait découlent des conséquences désavantageuses, non seulement pour l'homme, mais pour la femme.

Son existence est minée par le travail; sa faible constitution — quoi qu'elle en pense — ne peut supporter bien longtemps le fardeau d'une tâche régulière; son travail terminé, souvent le repos n'existera pas pour elle — surtout si elle vit seule.

Et c'est indiscutable, que si cette femme prend mari, son but principal ne sera pas la famille. Le travail est certainement pour quelque chose dans la baisse énorme du taux de la natalité...

En attendant qu'une législation vienne limiter cette émancipation du travail féminin, la canaliser pour qu'elle soit non une obstruction, mais un complément au travail masculin, l'homme de nos jours se sent en déroute non seulement dans la vie économique, mais bien au cénacle marital, où il personnifie, selon un grand juriste, le parfait type du roi constitutionnel qui règne mais ne gouverne pas!

Chacun est libre de son opinion, n'est-ce pas? C'est pourquoi nous laissons à ce correspondant la sienne, tout en gardant la nôtre.

Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises

Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions to designate membership in the affiliated National and Internationales affiliées à la Fédération Américaine du Travail national Unions with the American Federation of Labor.

The image displays a wide variety of union labels and emblems. Each label is accompanied by a small caption identifying the union it represents. Some of the visible labels include:

- I.P.E.U.** (International Photo Engravers' Union Label)
- CUSTOM TAILORS UNION** (Label of the Journeymen Tailors' Union of America)
- UNION LABEL O.P.&C.F.I.A. 314** (Painters and Cement Finishers' Union Label)
- AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS** (Emblem of American Federation of Musicians)
- UNION OPERATOR** (Emblem of Stage Employees and Moving Picture Machine Operators)
- UNION HOUSE** (Card of Union Workers)
- UNION LABEL** (Various other union labels like 'UNION LABEL OF SHEET METAL WORKERS', 'UNION LABEL OF BREAD BAKERS', etc.)

Veut-on résoudre la crise économique par les armements et la guerre?

Depuis des années, des milliers de gens scrutent chaque mois anxieusement les statistiques pour s'assurer que la faible lueur annonçant que la crise économique sera un jour vaincue, ne s'est pas évanouie en emportant leur fragile espoir. Comme, la crise perdurant, la vie économique s'est de plus en plus repliée sur elle-même et s'est scindée en unités nationales de plus en plus séparées les unes des autres, qu'on ne dispose plus d'importants moyens de comparaison d'ordre international, que certaines courbes d'observation et certaines associations de faits — les unes et les autres ayant autrefois servi de baromètres économiques — ont perdu toute signification ou valeur, les économistes et autres sommités scientifiques se trouvent divisés sur la réalité ou l'inexistence d'indices de reprise économique.

Selon la signification que l'on accorde à telle ou telle circonstance, des diagnostics sont différents sinon contradictoires. Il n'est qu'un ensemble de faits dont l'observation est approximativement concordante: la hausse des chiffres traduisant la production, l'augmentation des échanges, l'ascension des chiffres du commerce mondial, voire même la résorption du chômage dans l'un ou l'autre pays ne signifient pas grand chose tant qu'ils ne coïncident pas avec un accroissement réel de la puissance d'achat. On peut poser en principe que pour tous les esprits qui font, de l'accroissement et de la décroissance du bien général des grandes masses, le critère de la situation économique, force est de conclure que jusqu'à l'heure actuelle on ne peut constater une reprise économique générale ni même l'indice certain qu'on soit sorti de la crise.

Par cette constatation, nous affirmons que nous ne nous rangeons donc point parmi les statisticiens et "hommes de science" qui s'efforcent à déceler des présages heureux dans la production et la consommation croissantes de fer, d'acier et autres métaux, qui concluent à la fin de la crise parce qu'on a doublé les équipes de travail dans la construction aéronautique, dans la construction navale, dans la construction mécanique, dans l'industrie chimique.

Pour nous la question de la fin de la crise s'est invariablement posée du point de vue de savoir si un assainissement du régime économique capitaliste disloqué, et amené au point de dislocation par la crise mondiale, est possible par le jeu des forces de résistance et de vie de ce système. Cette question appelle, catégoriquement et irréfutablement, une réponse totalement et absolument négative. Si, à l'heure actuelle, on constate une pénurie de fret dans la Méditerranée, qu'en Italie les immenses stocks de houille fondent comme neige au soleil (cependant qu'en France et en Angleterre ils s'accumulent automatiquement en raison des sanctions contre l'Italie), que la demande augmente pour les armes et munitions, les avions, les tanks et les gaz toxiques, que haussent les prix du charbon, du pétrole, de la laine, des métaux, etc. — il n'y a là et il ne peut y avoir là pour nous aucun signe de régression réelle de la crise mais de nouveaux symptômes pathologiques du capitalisme économique et social, qui entraîneront, fatalement, de nouvelles répercussions.

La crise n'est pas surmontée parce que les usines de guerre travaillent jour et nuit et parce que l'"Internationale sanglante des armements" se repait derechef de plantureux bénéfices. Il ne se présente qu'une conjoncture particulière, d'une ampleur nettement limitée, venant voiler, temporairement, le désarroi du restant de l'activité économique; il nous paraît plus nécessaire que jamais de ramener à ses justes proportions l'importance de cette conjoncture suscitée par des événements bellicistes.

Dans la plupart des cas on ne peut nettement établir la part exacte de la politique d'armement des divers pays dans l'accroissement de la production sidérurgique. On peut d'ailleurs déterminer tout aussi peu précisément la part de production en vue de la guerre qu'expriment les chiffres croissants de production dans la construction automobile et mécanique.

En effet, ce n'est point partout que la situation soit aussi claire et nette qu'en Allemagne hitlérienne par exemple, où la quasi totalité du regain d'activité industrielle est redevable à la politique forcenée de réarmement. Toutefois, on dispose de statistiques fournissant une base d'appréciation du degré auquel la situation économique générale profite de la course aux armements. En se basant sur de prudentes estimations, on peut admettre comme établi que les exportations (lesquelles ne représentent naturellement qu'une partie de la production) de matériels de guerre (armes, munitions, navires de guerre, avions, tanks, etc.) ont augmenté dans de fortes proportions.

Le "théâtre de la guerre" tient un rôle notoire: par exemple, l'Italie, l'agresseur de l'Ethiopie, exporta en 1934 pour 10,8 millions de matériel de guerre mais en importa pour 11,1 millions (de marks). Pour 1935 on constate 130 pour cent d'augmentation des importations, à savoir: 140 pour cent pour les armes et munitions et 114 pour cent pour les avions et pièces détachées. Le cas de la Roumanie est encore plus typique: ce pays passa aux usines Skoda, de Tchécoslovaquie, une commande de plus de 600 millions de couronnes, ce qui représente environ le double du montant des exportations tchécoslovaques de matériel de guerre. Ainsi les besoins d'un seul pays ont suffi à bouleverser complètement le bilan du commerce extérieur de l'industrie de guerre d'un autre pays.

Evidemment il ne s'agit là que d'indices décelant une tendance: tout cela est loin d'être complet. D'abord les chiffres concrétisant le commerce extérieur en armements pour un pays ne contiennent nulle indication sur la production réservée au pays lui-même et, ensuite, d'autres pays, fort importants, échappent à ces sortes de relevés. La production allemande de matériel de guerre depuis l'avènement du fascisme dépasse vraisemblablement l'imagination la plus téméraire. De même on ne peut que supputer *grosso modo* la production japonaise. On ignore également quelle fraction de la consommation sidérurgique des Etats-Unis est engloutie par les armements. La Grande-Bretagne ne publie plus, depuis le début de l'année, les chiffres quantitatifs des exportations d'armes et de munitions!

Quoi qu'il en soit, un fait est certain: tandis qu'en 1935 l'ensemble du commerce extérieur mondial n'a augmenté que de 2 pour cent par rapport à 1934, le commerce mondial de matériel de guerre a certainement augmenté d'au moins 40 à 50 pour cent.

En conclusion que les "statistiques" et les "statisticiens" font connaître que la production de fer et d'acier a considérablement augmenté, que l'armée du chômage a diminué d'ampleur, il convient de ne pas perdre de vue la part qu'a dans cette situation ce qu'on appelle la "conjoncture de guerre". Pour nous, cette reprise conjoncturelle indique que les puissances capitalistes et fascistes font une tentative désespérée de se sauver par tous les moyens. Le fascisme, les armements, la guerre ne feront que précipiter le monde dans de nouvelles crises, plus profondes encore sinon mortelles. Ce qui, à l'heure actuelle, peut apparaître aux yeux des observateurs superficiels ou prévenus comme une "amélioration de la situation économique" et un "démarrage" n'est et ne sera qu'une crampe agonique du régime capitaliste s'accrochant furieusement à la vie qui fuit de toutes parts son organisme disloqué et exsangue... (Bulletin de la Fédération Syndicale Internationale.)

Ouvriers en Construction

DE MONTREAL ET DU DISTRICT

DES TRAVAUX considérables en construction requérant des ouvriers compétents dans tous les métiers vont bientôt commencer.

Avez-vous un certificat de qualification?

Obligatoire pour obtenir le salaire fixé par la loi

Conformez-vous à la loi — téléphonez

PL. 9616

pour savoir où vous pouvez obtenir votre certificat de qualification —

COMITÉ CONJOINT des METIERS de la CONSTRUCTION
520 Edifice New Birks — MONTREAL

Si vous avez travaillé des heures supplémentaires pour lesquelles vous n'avez pas reçu de salaire légal,
PRESENTEZ-NOUS VOTRE RECLAMATION

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union, No. 23; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrester; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: M. Pike; J. A. Ricard, John Moore, Auditors: A. Quéry, H. Pettit, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No. 145.—Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 1171, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3800; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier, téléphone: AMherst 7034.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal.—S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1182, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L. D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Roy, 254, rue Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No 234.—Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Laguchetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé, 3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; guides: E. Deniger et A. Asselin; sentinelle, I. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: L.-A. Beaudry, président, tél. Frontenac 5894; Geo. Gauthier, secrétaire, 5408, 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464, Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vallancourt, 2494, Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089, Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

CHARPENTIER-S-MENUISIERS, Union locale No 1558, Maisonneuve.—Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 1651, rue Letourneau (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram Houle, 4506, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Saeculaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chamblay; Gardien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

FRATERNITE DES PEINTRES-DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349.—Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Arthur Renaud, 500, Congrégation; Vice-président W. Martel, 1846, Cartier; Secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 396, Congrégation; Secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4051, Delorimier; Trésorier, R. Ferland, 2127, Hogan; Conducteur, Jos. Girard, 8145, Saint-André; Gardien, H. Sylvain, 1434B, Visitation; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, Colonial, E. Desève, 6031, St-Dominique, Jos. Chartrand, 4326, Delaroche.

M. OMER FLEURY EST REELU PRESIDENT

Québec, 12. — M. Omer Fleury a été réélu hier soir président du Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis pour la dix-septième année consécutive. M. Fleury est bien connu dans le monde ouvrier du Canada et surtout de la province de Québec. Il est le président du Conseil Provincial de la Fraternité des Charpentiers-Menusiers et membre de l'exécutif provincial du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.—Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-S-MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1009, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. FRontenac 1068; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gilford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.—Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverley Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIER-S-MENUISIERS D'AMERIQUE.—Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 8754.

UNION DES RELEURS, Local 91.—Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal.—Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15, Frank Horan, Financial-Secretary, 3653 Park Avenue, Telephone: HARbour 4497.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.—S'assemble tous les vendredis de chaque mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKeercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS, Local No. 406.—Telephone: PLateau 5200. Stewart Dunlop, President; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 56.—Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, President; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: LANcaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262.—P. J. Ryan, President; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1290 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général

FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4 1/2 h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est

PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"

95, rue Notre-Dame Est

PLateau 6181 — Local 228

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent

CRescent 4758

FEMMES: 1410, rue Stanley

PLateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry

CHerrier 3148

FEMMES: 6582, boulevard Saint-Laurent

DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

Le contrat collectif de la construction corrigé

L'avis de requête d'extension de la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction de la région des Cantons de l'Est, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 4 janvier 1936, est corrigé de la façon suivante. L'article IV de la requête doit se lire comme suit:

"V. — Les compagnons qui, en raison de leur âge ou pour cause d'infirmité ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent pourront voir leur cas référé au bureau des examinateurs du comité conjoint pour le métier intéressé, lequel bureau pourra, s'il y a lieu, reviser l'échelle de salaires pour chacun des cas soumis à son attention."

L'article IX de la requête doit se lire comme suit:

"IX. — La présente convention sera valable à compter de la date de la publication

dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1937.

"Elle se renouvellera automatiquement à l'expiration de cette période de temps, à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie de son intention de la modifier ou de l'abroger le ou avant le premier février de chaque année; ces modifications ou cette abrogation seront en vigueur le premier mai suivant.

"Avant de faire quelque amendement ou modification à la présente convention, il sera nécessaire que tous les entrepreneurs, membres de l'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke, soient convoqués à une assemblée pour les discuter, au moins une semaine avant la tenue de ladite assemblée."

COUT DE LA VIE AU CANADA

La *Gazette du Travail* publie des statistiques officielles sur le coût de l'entretien d'une famille moyenne, mais ces statistiques sont incomplètes, ne comprenant que le coût de la nourriture, du loyer, du chauffage et de l'éclairage. La C.T.C.C. prie l'hon. Ministre du Travail de vouloir bien faire compter ces statistiques en incluant le coût des items suivants: vêtements, instruction, frais de médecin et de pharmacie, taxes diverses, assurances, dépenses d'église et de syndicat, récréations, friandises, renouvellement du mobilier, transport, etc., afin que ces statistiques officielles établissent avec une plus grande précision le coût réel de l'entretien d'une famille moyenne. On assure que cette demande a été trouvée très raisonnable.

CANADIENS-FRANÇAIS PROMUS AU PACIFIQUE CANADIEN

Dans les services de navigation.

La Compagnie du Pacifique Canadien vient d'annoncer, dans son service des passagers, une promotion et une nomination qui témoignent de son désir de servir le plus efficacement possible la nombreuse clientèle canadienne-française qui emprunte ses lignes océaniques. M. Emile J. Caron, agent sollicitateur attaché depuis plusieurs années aux bureaux de la rue St-Jacques, est promu commissaire français du trafic des passagers, tandis que M. A. Panet-Raymond, qui a déjà rempli à la Compagnie divers postes importants qui lui ont donné maintes occasions d'établir d'utiles contacts avec l'élément canadien-français de l'Est du pays, est nommé représentant spécial auprès des passagers de langue française. Il sera attaché aux bureaux des passagers de la rue St-Jacques, à Montréal.

M. Emile Caron a déjà à son crédit un grand nombre d'années d'expérience dans les services de navigation, particulièrement

en ce qui concerne la clientèle canadienne-française. Durant la guerre il prit une part active à l'organisation du transport des soldats canadiens, ainsi que des réservistes français et belges qui habitaient le Canada au moment de la déclaration des hostilités. Il possède une grande expérience des voyages, ayant participé à plusieurs croisières et visité, dans l'exercice de ses fonctions, un grand nombre de pays. M. Caron est très avantagement connu chez les Canadiens-français qui voyagent, et la promotion dont il est aujourd'hui l'objet sera sûrement bien accueillie par tous ceux qui ont eu l'occasion de bénéficier de ses services et de son expérience. Il est officier d'Académie, chevalier de l'Ordre de Léopold II de Belgique et chevalier de la Ligue Maritime et Coloniale de France.

M. A. Panet-Raymond, qui, jusqu'à ces derniers temps, occupait un poste de haute responsabilité dans le service des hôtels du Pacifique Canadien, saura certainement, dans ses nouvelles fonctions de représentant français du service des passagers, contribuer encore au maintien des excellentes relations du Pacifique Canadien avec sa clientèle de langue française.

LES CORDONNIERS

Le Local 249 de l'Union internationale des Travailleurs en chaussures a tenu, ces jours derniers, une importante assemblée sous la présidence de M. O. Drolet qui était assisté des officiers du local. Les membres furent appelés à prendre connaissance du rapport sur la liste de prix devant être présentée aux patrons. On a surtout insisté sur le principe de la liste de prix qui peut rendre plus justice que le contrat de travail actuel.

M. Charles McKercher, agent d'affaires, a présenté un intéressant rapport sur les conditions actuelles de l'industrie de la chaussure comme aussi sur la récente réunion du comité paritaire qui eut lieu à Québec. Les activités de ce comité sont plus que jamais ardentes.

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Quatre-vingt-neuvième



Rapport Annuel

AUX ACTIONNAIRES.

MONTRÉAL, LE 10 FÉVRIER, 1936.

Messieurs,
Vos administrateurs ont le plaisir de vous soumettre le quatre-vingt-neuvième rapport annuel des affaires de la Banque et le résultat de ses opérations durant l'année expirée le 31 décembre, 1935. Les profits nets de l'année ont été de \$372,716.41, auxquels il faut ajouter le solde reporté du compte des Profits de l'année dernière, soit \$264,654.35, ce qui forme un ensemble de \$637,370.76. Outre les distributions trimestrielles d'usage à ses actionnaires, la Banque a versé sur cette somme \$7,250.00 à diverses oeuvres charitables et philanthropiques — indépendamment de la somme de \$10,200.00, intérêt sur le fonds des pauvres distribué comme d'habitude — laissant un solde au crédit du compte des profits non divisés de \$350,120.76. Suivant la coutume, une inspection fréquente et complète des livres et de l'actif de la Banque a été faite durant l'année. Le rapport des vérificateurs et le bilan sont maintenant devant vous.

Le président,
R. DANDURAND.

BILAN GÉNÉRAL AU 31 DÉCEMBRE, 1935.

PASSIF		
Au Public:		
Dépôts portant intérêt	\$54,648,485.87	
Dépôts ne portant pas intérêt	272,916.09	
Fonds de charité	180,000.00	
Comptes divers	1,011,258.07	
		\$56,112,670.03
Aux Actionnaires:		
Capital (Souscrit \$2,000,000.00), versé	\$ 2,000,000.00	
Fonds de Réserve	2,500,000.00	
Solde des Profits, reporté	350,120.76	
		4,850,120.76
		\$50,962,790.79
ACTIF		
Espèces en caisse et dans les banques	\$ 6,891,249.18	
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux	27,152,481.81	
Obligations de la Cité de Montréal et d'autres municipalités canadiennes	18,828,391.54	
Obligations de municipalités scolaires canadiennes	46,300.58	
Obligations de corporations canadiennes d'utilités publiques	2,028,533.01	
Valeurs diverses	200,000.00	
Prêts à demande et à courte échéance, garantis par des valeurs en nantissement	4,439,157.82	
Fonds des Pauvres, placé sur obligations du Gouvernement Fédéral et de municipalités canadiennes, approuvées par le Gouvernement Fédéral	180,000.00	
		\$59,766,113.96
Immeubles de la Banque (bureau principal et succursales)	\$ 1,170,000.00	
Autres titres	26,676.83	
		1,196,676.83
		\$60,962,790.79
Pour le conseil d'administration,		
Le président:	R. DANDURAND	Le directeur général:
		T. TAGGART SMYTH

NOTES DE VOYAGE A PARIS

Monsieur le Rédacteur,
Le Monde Ouvrier.

Dans mes randonnées à travers Paris et la France, mes voyages n'ont pas été vains, d'abord ils ont donné naissance à mes notes de voyage, où j'ai commencé à apercevoir Paris, le Paris de la science, de la littérature et de l'art, le Paris des observateurs étrangers et celui des faubourgs.

Si, au moins, j'ai su mettre un peu à profit le temps libre dont je disposais pour visiter les monuments les plus historiques, les grands musées, les places publiques les plus artistiques, tels sont le Bois de Boulogne, les Champs-Élysées, les Jardins des Tuileries et du Luxembourg, l'Esplanade des Invalides, etc., etc.

Le but de mes voyages était d'aller observer les grandes merveilles de la France et de l'humanité, ce que m'ont donné mes voyages en France. Je ne me bornais pas seulement à Paris, à la rive gauche ou à la rive droite de la Seine, j'ai fait un long voyage dans la vallée de la Loire et en Bretagne. Je connais Saint-Malo. J'ai visité des endroits remarquables. Le Mont Saint-Michel est une véritable merveille, un monument unique en son genre. J'ai vu plusieurs villages de la Bretagne, ceux de la grande route des Pyrénées. J'ai vu aussi la France sur les grandes routes nationales et communales.

Il va sans dire que je suis émerveillé de ce que j'ai vu. Mes notes de voyage évoquent mes plus chers souvenirs où je décris la France de nos jours. Telles sont mes quelques impressions fugitives de ce que j'ai vu au pays de nos ancêtres.

Dirigeons-nous maintenant vers le Bois de Boulogne par la voie du Métro. Le Métropolitain de Paris est un chemin de fer électrique souterrain, il fut inauguré en 1900. C'est un excellent moyen de transport qui nous permet de traverser la ville de Paris très rapidement. On accède aux stations soit par des escaliers mobiles ou par des ascenseurs.

Le Bois de Boulogne. — Me voici donc à faire une promenade sous les beaux chênes et sous les ombrages du Bois de Boulogne, dans ce lieu enchanteur où j'aime à venir me reposer des chaleurs du soleil et quelquefois même à rêver sous ces ombrages.

Le bois est la partie d'une ancienne forêt et qui forme l'un des plus grands parcs de Paris, il est beaucoup fréquenté par le monde élégant qui s'y donne rendez-vous. L'on dit que ce bois fut longtemps un repaire de bandits. En 1853, l'Etat le céda à la ville, à condition qu'elle le transformerait et se chargerait de son entretien en plus de sa surveillance. La ville, en y dépensant plus de six millions, en a fait un lieu où se font les plus belles promenades. Après plusieurs promenades à travers le bois favori des Parisiens, résolument je reviens au coeur de la grande ville et me voici maintenant en face d'un chef-d'oeuvre d'architecture remarquable, un véritable monument qui mérite l'admiration de tous ceux qui le visitent et qui fait le plus digne honneur à la capitale française: l'Opéra de Paris.

A suivre, s. v. p.

J.-C. ARCAND, publiciste.

L'ETAT DU CHOMAGE AUX ETATS-UNIS

Selon des informations émanant de W. Green, président de la Fédération Américaine du Travail, 403,000 chômeurs ont retrouvé du travail en septembre et 282,000 en octobre 1935. En l'espace d'une année, le nombre de personnes au travail a augmenté d'environ un million. C'est le chiffre le plus fort atteint depuis l'instauration du programme de reconstruction. Néanmoins il reste encore des millions de sans-travail; dans le seul mois de septembre, le gouvernement eut à connaître de 3,2 millions de cas de secours, qui concernaient 14 millions de personnes.

\$50 PER MONTH PENSION AT 65

A tendency to increase old-age pensions to a point which will purchase more than a pauper living for the aged is indicated in the bill introduced in the New York State Legislature by Assemblyman Nicholas A. Rossie providing a flat \$50-a-month pension for persons 65 years or older.

The pensions would be paid from an old-age security fund composed of contributions from eligible employees, employers, New York State, and the Federal Government. Persons 18 to 60 years of age would be eligible to contribute to the fund, which would begin operations next July. First payments to the aged would start in 1940.

En vente au Canada depuis plus de 100 ans.



FLACON plat
Cette Réelle Saveur de Hollande
85¢

GIN \$1.90 • \$2.65
de KUYPER

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695 136 P

Minimum Standards for Labor

The position of the wage earner has been strengthened from the standpoint of economic security, industrial relations and the raising of standards of legislation covering conditions of employment, according to the annual report of Secretary of Labor Frances Perkins to President Roosevelt and Congress.

Characterizing the fiscal year of 1935 as "an eventful period for working people of this country," Secretary Perkins points to the major objectives toward which the United States Department of Labor has been striving since she took office and in which accomplishment or substantial progress may be reported.

Substantial gains are reported in the field of labor relations. Collective bargaining, it is pointed out, was advanced through the work of the national boards created to establish the rights and duties of employer and employee. Their work, it is stated, is "full of meaning for future administration."

Concerning the significance of the number of labor disputes, the report says:

"Strikes and industrial disputes in general were numerous relative to the depression years immediately preceding. This was due in part to the natural expectation of labor to share in the early fruits of business improvement. It is the province of government to give economic reality to the nominally legal bargaining equality of management and labor. In the long run a more even position of industry and labor and collective bargaining may be expected to promote industrial peace and good will."

The report lists the following eight "minimum standards which every wage earner in the United States, without regard to the State in which he works and lives, has a right to expect":

1. Generous workmen's compensation insurance.
2. Strict laws requiring the guarding of machinery to prevent accidents.
3. Prevention of occupational disease by the removal of noxious and poisonous dusts, gases and fumes from places of employment.
4. Building and arrangement of buildings to prevent loss of life by fire and other hazards, insuring the good health of workers through ventilation and sanitation, prevention of overcrowding, and limitation of hours of labor.
5. Shorter hours of labor. More than 8 per day and 48 per week are "unthinkable under present conditions." It is pointed out that the trend is toward 40 hours per week.
6. Prevention of child labor under 16 and regulation of the labor of young people between the ages of 16 and 21.
7. A sound minimum-wage law with provision for a procedure to prevent exploitation of workers, particularly of women and children.
8. Provision for the collection of wages for those who have been denied them

through fraud, carelessness or for some other reason.

"Shorter hours, adequate wages, protection against accident, industrial disease, prevention of child labor, workmen's compensation on a generous basis—all of these are primarily A, B, C." Secretary Perkins points out, "and ought to be provided by every State law, by every municipal ordinance, and by the custom and practice of the community."

FAITH IN ORGANIZED LABOR

Mark Twain, the hundredth anniversary of whose birth on November 30, 1935, was widely commemorated, belongs to all America, and to all the world, but he also belongs to the labor movement.

The great humorist and philosopher, one of the noblest characters in the American history, was an ardent advocate of trade unionism, and he upheld unions as the workers' best defence to the day of his death. Indeed, he was a trade unionist; as a youth he was a printer, and he treasured his membership card in the International Typographical Union to the day of his death.

Mark Twain's hatred of fraud, injustice, and cruelty is well known; not so well known is his sturdy democracy, and even less his blazing hatred of war and imperialism.

His biographers rarely mention his radical views, and virtually never his attitude toward trade unions.

William Dean Howells, one of Mark Twain's closest friends, said of him:

"His mind and soul were with those who do the hard work of the world in fear of those who give them a chance for their livelihoods and underpay them all they can. . . . He was fascinated with 'Looking Backward' and had Bellamy visit him; and from the first he had a luminous vision of organized labor as the only present help for working men.

"He would show that side with such clearness and force that you could not say anything in hopeful contradiction; he saw with that relentless insight of his that in the unions was the workingman's only present hope of standing up like a man against money and the power of it.

"In the very last talk I had with him I found that. . . . this great humorist was as great a humanist as ever. I wish that all the work-folk could know this, and could know him as their friend in life as he was in literature; as he was in such a glorious gospel of equality as 'A Connecticut Yankee.'"

Upon another occasion Mr. Howells wrote of his last meeting with Mark Twain: ". . . . the last time I saw him alive was made memorable to me by the kind, clear, judicial sense with which he explained and justified the labor unions as the sole present help of the weak against the strong. . . . Next day I saw him dead, lying in his coffin." — Wm. M. Feigenbaum.



"Thanks for your Advertisement . . . now I can go to sleep!"

A recent telephone advertisement began: "Somewhere, someone would be happy to hear your voice. Perhaps it's a boy at school, a convalescent friend, a husband travelling, or a mother back home and lonely." A few days after its publication a letter reached the Telephone Company:—

"Alone in my room tonight," it read, "in this little mountain town, thinking of my little red-headed boy at home, sick, I saw your advertisement and called home. Now I can go to sleep. Thank you for your advertisement."



● On both "Anyone" and "Person-to-Person" calls, Low Night rates apply after 7 p.m. and Low Week-end rates ALL DAY SUNDAY.

ST. HYACINTHE POWER PLANT SHOWS PROFIT

St. Hyacinthe, Que., Jan. 25. — Although electric rates were reduced by about 50 per cent in 1935 in comparison with the previous year, the municipally-operated St. Hyacinthe electric plant completed the year with a surplus of \$19,390.94, according to a report made public by Hon. T. D. Bouchard, Minister of Trade and Commerce and Mayor of St. Hyacinthe.

The report explains that the municipality encountered considerable difficulty at the beginning of the year in view of the small number of customers which previously had bought their power from a public utility concern. However, with the advent of the end of the year, 850 customers out of a possible total of 2,400 had contracted with the municipality for electric service. Mayor Bouchard is highly encouraged by the results particularly in view of the fact that electric charges were reduced by about 50 per cent for distant subscribers. Electric rates were reduced from 7½ cents to 3 and 1½ cents less 5 per cent. In addition to this advantage, the municipality saved about \$75,000.

Total operating expenditures were \$25,977.78 and total revenues were \$53,096.66. Payment of interest on obligations and debentures leaves a total net surplus of \$19,390.94. — *Montreal Star*.

ENGINEER SAYS SILICOSIS CAN BE EASILY PREVENTED

Washington, D. C. — The use of wet drills and safety equipment in tunneling and mining operations will protect the workers from silicosis. This was the plain statement which William P. Yant, supervising engineer for the United States Bureau of Mines at Pittsburgh, Pa., made before the House Labor Subcommittee which is investigating the tragedy in connection with the construction of the Hawk's Nest power tunnel at Gauley Bridge, West Virginia.

Representative Mercantonio of New York, who is sponsoring the investigation, charges that hundreds of men have already died of silicosis and hundreds more are still dying of the disease contracted by breathing dust from silica rock while boring the tunnel in 1930 and 1931. He charges that the Rinehart & Dennis Com-

pany of Charlottesville, Va., the firm that built the tunnel, did not provide the workers with safety equipment and compelled them to use dry drills which produced the silica dust.

Confronted with testimony that in the Hawk's Nest tunnel dust was so thick that workmen could not distinguish objects ten feet away, Mr. Yant said such a "very high concentration of dust" was certain to expose men to silicosis.

ALBERTA LABOR VOTES HEARTY APPROVAL OF INDUSTRIAL UNIONS

Edmonton, Alberta. — Unanimous endorsement of the principle of industrial unionism in organizing the unorganized, was voted by the annual convention of the Alberta Federation of Labor. The convention gave special recognition to the Committee for Industrial Organization for its work along these lines. It also instructed the Federation's officers to prepare for an organization campaign in the province.

"It was an unequivocal stand in favor of industrial unionism that was taken by the delegates who attended the convention of the Alberta Federation of Labor, when they had an opportunity to declare themselves on the form which they believed the organization of the workers should take," comments the *Alberta Labor News*, official organ of the Federation.

"That the move now being made by an important section of the movement on this continent to promote industrial unionism, will have a profound effect on the future development of organized labor in the United States and Canada, no thinking person could doubt.

"Neither can there be much question about the fact that more or less recent developments in the form of industrial production make imperative new forms of organization." — *UNS*.

The relative failure of private industry in Wisconsin to provide employment and wages for the unemployed was revealed in the statement by A. W. Briggs, state public welfare director, that since December, 1934, only 9,000 cases from Wisconsin relief rolls had been transferred to private employment. This number made a very small dent in the 111,484 cases which were receiving relief on that date.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

150 ANS

Brewed in Montreal
since

150 YEARS

Parliament from the Gallery

By GRACE MACINNIS.

Owing to the recent death of King George, the opening of Parliament this year lacked much of the color and animation for which it is noted. The usually colorful ceremony takes place in the Senate Chamber, known also as the Red Chamber. Please don't get alarmed about the opinions of the senators! The Chamber gets its name from the carpet. Ordinarily this crimson carpet is patterned with the rainbow colors of women's gowns. This year the gowns were black. To be sure the Justices of the Supreme Court added touches of splendor with their scarlet and ermine robes. And the military uniforms were as conspicuous as usual. But in spite of the fact that there was a new Governor-General and a new Government, the Senate ceremony was very subdued.

* * *

This year interest and excitement centered in the opening session of the House of Commons. At noon on the day of the opening the bells summoned the members to their places in the House. They were to elect a Speaker. Theoretically, the entire House selects the Speaker. Actually, the majority of the present Liberal government is such that its nominee was assured of automatic election. The custom is to have the Speaker alternately chosen from among the English-and-French-speaking members. As the last Speaker was an English-speaking member, it was quite understood that the new Speaker would be chosen from among the French-speaking members. Gossip and the press had been saying for days that the new Speaker would be Mr. P. F. Casgrain, Liberal member from Quebec and formerly Chief Whip of the Liberal party.

Hardly ever is exception taken to the nominee of the Government. Consequently, the Prime Minister, Mr. King, was able to rise confidently in his place, nominate Mr. Casgrain and make a well-rounded summary of his qualifications for the office. Mr. Bennett rose to his feet and expressed regret that he could not vote for the appointment of Mr. Casgrain. And in a forty-minute speech he gave the case against him:

The appointment of the employees of the House of Commons lies with the House itself. Hardly had the press announced that Mr. Casgrain would probably be the new Speaker before more than 120 employees of the House received notices of dismissal.

"THOSE INSTRUCTIONS," said Mr. Bennett dramatically, "CAME FROM MR. CASGRAIN. HE HAD THE SAME RIGHT TO GIVE THOSE INSTRUCTIONS AS THE YOUNGEST AND HUMBLEST MEMBER OF THIS HOUSE."

It was the same old story of party patronage, more flagrant than usual, for the man responsible had not even been appointed to office. The curious thing about it was that as soon as Mr. King heard about it he took immediate steps to halt the dismissals.

I say "curious" because Mr. King and Mr. Lapointe, the Minister of Justice, were placed in a position where they had to defend their nominee. Neither made any attempt to demolish the strong, legal case which Mr. Bennett had so relentlessly built up. Neither attempted to disprove that the man whom they were proposing as Speaker, to guard the privileges of Parliament, had, even before his election to that office, violated one of those privileges. Mr. Lapointe tried to laugh off the whole matter as a "tempest in a teapot." Mr. King tried to assure the House that, although Mr. Casgrain might do that sort of thing before he became Speaker, he would, immediately upon coming into contact with the Speaker's chair, become quite impartial.

Mr. Woodsworth spoke for the C. C. F. group, who solidly protested against the action taken by Mr. Casgrain. If the dismissals were for cause, why were they wholesale? If they were just, why were the orders countermanded? The matter closed when Mr. Bennett stated his intention to press for an inquiry. Mr. Casgrain was, of course, elected, to the accompaniment of roars of applause from the Liberal benches.

The most ironical feature of the whole affair came when, black-gowned and white-gloved, he drew from his pocket and read his speech thanking the House for the confidence shown in him!

* * *

It seemed to some of us that this beginning, on the part of the new Liberal government, was most unfortunate. Nothing goes further to discredit a government in the eyes of the people than the evidence of graft or party patronage. And with the discredit of a government goes also a discredit of democratic institutions, a tendency only too prevalent at the present time. The new Speaker must be impartial indeed to overcome this initial handicap of himself and of his government.

It may be only a "tempest in a teapot" but it makes one both sad and indignant to see the dismissed employees wandering about in the corridors, these days, looking for someone with influence to put in a word for them. Some of them have been here for many years. Now, at a word, they are on the scrap heap.

* * *

Looking down from the gallery, the House seems unfamiliar, topsy-turvy, in fact. That is partly because the Liberals and the Conservatives have changed places. It is also partly because more than one half of the faces are new and, I was going to say, strange. At any rate they represent doctrines new and strange to many people. For the first time in Canadian history the Government has such a huge majority that it overflows to the other side of the House. Next to the Speaker, on his left, is a big Liberal bloc. Next come the 39 Conservatives (the 39 Steps, some call them); followed by Mrs. Black, Independent Conservative, and Mr. Stevens. One of our members congratulated him on having achieved a unified party!

The C. C. F. group comes next and is more advantageously seated than ever before. At the end of the Opposition benches come the Social Credit members, 17 strong. The people in the gallery indulge in endless speculations as to what this new group will do.

* * *

There is much to tell that must wait for a future article. The first debate will open within a few days with the Address in Reply to the Speech from the Throne. The Speech itself is lengthy. Some of us suspect that it is much more weighty in words than in ideas.

ORGANIZATION POLICY UNIT APPOINTED BY AFL COUNCIL

The Executive Council of the American Federation of Labor appointed the following committee to confer with representatives of the eight organizations which make up the Committee for Industrial Organization to present to them the recommendations and point of view entertained and

expressed by members of the Council who attended its Miami meeting regarding the organization policies and procedure of the industrial organization committee. George M. Harrison, president of the Brotherhood of Railway Clerks; Joseph N. Weber, president of the American Federation of Musicians, and G. W. Bugnizet, secretary of the International Brotherhood of Electrical Workers of America.

The 65th Annual Statement of the SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA

Reflects the Strength and Stability
of Life Assurance

A voluntary co-operative enterprise which for generations
has stood every test

HIGHLIGHTS OF 1935

ASSURANCES IN FORCE . . . Exceed Two Billion Seven Hundred Million Dollars. This is the amount which will be paid by the Sun Life as the policies now in force reach maturity. By thrift and foresight more than a million policyholders have provided, through Sun Life policies, for the support of their families in case of premature death and their own independence should they live to old age.

NEW ASSURANCES PAID FOR . . . Exceed Two Hundred Million Dollars for the year. During 1935 more than seventy thousand persons established estates by purchasing Sun Life policies, thus providing security for many thousands of homes.

POLICYHOLDERS AND BENEFICIARIES . . . Benefits amounting to Eighty Million Dollars were paid out—over Two Hundred and Eighty-five Thousand Dollars for each working day. Since the Sun Life commenced business 65 years ago it has paid out to policyholders and beneficiaries well over Nine Hundred Million Dollars.

ASSETS . . . Of over Seven Hundred Million Dollars ensure that every Sun Life policy will be settled promptly when the time for payment arrives. In the meantime, this fund invested on behalf of policyholders, contributes notably to national and industrial progress.

SUMMARY OF DIRECTORS' REPORT

ASSURANCE IN FORCE, December 31, 1935 . . .	\$2,736,960,000
NEW ASSURANCES PAID FOR . . .	219,076,000
<hr/>	
INCOME . . .	153,406,000
DISBURSEMENTS . . .	106,175,000
EXCESS OF INCOME OVER DISBURSEMENTS . . .	47,231,000
<hr/>	
PAYMENTS TO POLICYHOLDERS AND BENEFICIARIES:	
During the year 1935 . . .	80,284,000
Since Organization . . .	968,614,000
<hr/>	
ASSETS . . .	707,052,000
LIABILITIES . . .	692,620,000
<hr/>	
PAID-UP CAPITAL (\$2,000,000)	
and balance at credit of shareholders' account . . .	\$3,281,000
<hr/>	
RESERVE for depreciation in mortgages and real estate . . .	5,201,000
SURPLUS . . .	5,950,000
	\$14,432,000

The valuation of the assets has been made in accordance with the basis authorized by the Insurance Department of the Dominion of Canada

SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA.

ANNUAL REPORT OF THE SUN LIFE ASSURANCE CO. OF CANADA

Montreal, February 14. — Definite signs of an improvement in general business conditions can be gathered from the 65th Annual Report of the Sun Life Assurance Company of Canada just released for publication by Arthur B. Wood, President and Managing Director. The statement reflects the strength and stability of life insurance, a voluntary co-operative movement which for generations has stood every test.

Life insurance companies' annual statements, always considered barometers of general business conditions in the territories they operate in, have been accurate indicators during the depression and since 1933 have shown, in no uncertain terms, that general business is making headway.

The Sun Life's financial statement for 1935 shows still further strengthening and improvement, just as the report for 1934 showed progress over 1933, the year the depression reached its low point.

Assets of the Sun Life Assurance Company of Canada stood at an all-time high at the year-end, an increase of forty-one million dollars for 1935, and are now over seven hundred and seven million dollars.

The Bond Account increased from one hundred and sixty-two million dollars to two hundred and eighteen million dollars and is now over thirty per cent of the assets.

Another definite sign of improved business and a lessening of unemployment, gathered at the meeting, is the increase in Group Assurance, designed primarily for commercial and industrial plants. This phase of the Sun Life's business shows an increase for the year of twenty-three per cent.

Payments to policyholders and their beneficiaries since the company was organized 65 years ago exceed nine hundred and sixty-eight million dollars and during

1935 payments of this nature were over eighty million dollars.

New business paid for during the year was over two hundred and nineteen million dollars, and the assurances in force total over two billion seven hundred million dollars. Total income for the year was more than one hundred and fifty-three million dollars, a decrease from 1934, but on the other hand, due to a substantial decrease in total disbursements, the excess income for 1935 was forty-seven million dollars, as compared with forty-four million dollars in 1934. The surplus earnings for 1935 are even better than the very satisfactory earnings of the previous year and the company is continuing the wise and conservative policy of employing these surplus funds to write down the value at which securities are carried, and in this way strengthen its investments as well as other reserves, a policy which in the long run will naturally benefit policyholders.

Mr. Wood, in commenting on general business conditions in the countries where the Sun Life operates and the prospects for 1936 in the United States, Great Britain and Canada, the three countries where the company secures most of its business, stated that the world is slowly but surely emerging from the depression and that although many uncertainties as to the future still exist and that there will be setbacks from time to time, the significant factor is—that all those indices by which business improvement is judged clearly indicate that fundamental economic forces are gradually having their effect in bringing about recovery and that this continent is steadily approaching normal conditions.

Collective bargaining is now written into the law of the land. Collective buying is an inalienable right which requires no legislation but action! Try it and find out the fine results for the workers.

* * *

The best way for a feller to give the boss orders is to buy Union Label.

A Strong Organization Needed

Women Gainfully Employed Either in Industry or Government Service must Organize. Women are Citizens and Entitled to the Same Economic Opportunities as Their Fellow Citizens of the Other Sex. A Powerful Organization is Needed to Fight those who Advocate the Dismissal and Displacement of Women from Government and Other Employment.

By BERNARD ROSE.

It is unfortunate, and much to be regretted, that ill advised persons, many of whom occupy important positions in public life, have seen fit to participate in what can be only characterized as a despicable and cowardly campaign. Despicable, since it shows a lack of respect for women, and cowardly, because those who have seen fit to advocate the displacement of women from various callings are aware that, in many instances, those attacked or criticized are not in a position to defend themselves.

Whether the advocate of women being dismissed and displaced by men be a mayor, minister, or member, makes very little difference. They may think that, in speaking as they do, they are suggesting a means of remedying a deplorable situation; but, if they gave the problem the serious thought it merits, they would realize that depriving women of opportunities to earn a livelihood will not in any way solve the problem.

Nature has certainly not been kind to women. To add to the disadvantages of a biological nature by denying her the right to earn a livelihood in a calling or profession for which she has been trained or adapted, adds very seriously to her disabilities.

Not one girl in a thousand who is gainfully employed would continue working if she was assured of a home as the wife of an employed citizen. But, even then, can any valid reason be given that would justify refusing her under modern conditions the right to economic opportunity and independence?

Women to-day in all democratic countries are regarded as citizens. True, in the Province of Quebec, they are still denied the franchise, and that, in face of the fact that in Dominion elections women have the right to vote and since they have exercised this right the country has not in any way suffered. The fundamental rights of citizens consist of (1) earning a livelihood, (2) participating in government either as an elector or representative chosen by the electors. It is an accepted principle, in all British countries, that there should be no taxation without representation. Women who are gainfully employed contribute to the general tax fund. They can, therefore, justly claim that it is unfair to deny them the right to vote in municipal or provincial elections. In Montreal women earning over a given amount now pay income tax. Yet, men who are dependent entirely upon the dole are given the right to vote. Can those who still persist in their reactionary attitude in the matter of women's political rights contend that this is just to women wage earners or those in receipt of a salary?

The overwhelming majority of women employed in industry and commerce are dependent upon their own exertions for a livelihood. Those who merely work for so-called "pin money" constitute a mere fraction of the total number of women who are gainfully employed. A goodly percentage are widows who are certainly entitled to a great deal of praise for the sacrifices they make in order to maintain the family. They are mother, nurse and breadwinner. The average working man's wife is entitled to our gratitude for what she accomplishes in the line of duty. Since the depression hundreds, perhaps thousands, of mothers of families have been compelled to seek employment in order to feed and clothe their dependents. Would anyone contend that women in this class should be displaced and replaced by men? Have men so much to be proud of when we think of their inability to prevent wars and control conditions that would prevent depressions and other serious crises?

Women have demonstrated that they are in every way qualified to occupy positions of importance and responsibility. In many callings they are superior to men in the quality and efficiency of the work they perform. Surely they are entitled to the liberties and opportunities which were only grudgingly given them after years of effort! One of the ablest Members of the House of Commons is Miss Agnes Macphail. Women have also made their mark in the various professions. When we speak of women taking the places of men, it is pertinent to refer to the indignation contained in the contribution from your able and sympathetic contributor, Socius, who criticized the action of a large tobacco firm for dismissing 250 girls following the introduction of labor saving machinery. What are these girls to do? Who is to support them? There are yet no camps for women. If, because of circumstances over which they have no control, they fall by the wayside, they are regarded with pity or held up to contempt as social outcasts. The Chief Magistrate of Montreal, who professes to have a knowledge of social and economic conditions, believes that the panacea for these conditions is the dismissal of women and sending the unemployed back to the farm. He entirely overlooks the fact that the whole problem of unemployment can be solved without dismissing one woman from her employment, or sending men into the wilderness to build homes, if industry is organized on a democratic basis.

A well known writer pointed out that what is needed is increased production; increased purchasing power; and increased leisure. If machines are displacing men from employment, isn't it logical to ask why there should not be a reduction of the working week and a more equitable distribution of what the machine produces? Women consume as well as produce. Where they are employed, they can out of what they earn buy what they require. Unfortunately, industry today is carried on not to satisfy needs which can be multiplied but market demands.

If women in the Province of Quebec had the right to vote, they would undoubtedly be able to influence members of the Legislature in promoting necessary social measures. The women of the Province of Quebec are certainly indebted to that grand old fighter for women's rights, Mrs. John Scott, that brilliant and charming exponent of feminism, Madame Pierre Casgrain, and that aggressive fighter for her sex, Miss Idola St-Jean.

The movement to exclude women from industry, commerce and government, must be fought to a finish. The women employed in various industries and callings must form associations for their own economic protection. The founder of a school of political and social philosophy in a manifesto issued by himself and a collaborator urged the workers of the world to unite. The

Oldest European Discovery Against Stomach Troubles and Rheumatism Acclaimed Best by Latest Tests

Since 1799 thousands of people have regained their normal health after years of suffering from stomach troubles of all types, such as constipation, indigestion, gas, and sour stomach which are the basic factors of such maladies as high blood pressure, rheumatism, periodic headaches, pimples on face and body, pains in the back, liver, kidney and bladder disorder, *exhaustion*, loss of sleep and appetite.

Those sufferers have not used any man-made injurious chemicals or drugs of any kind; they have only used a remedy made by Nature. This marvelous product grows on the highest mountain peaks, where it absorbs all the healing elements and vitamins from the sun to aid HUMANITY in distress.

It is composed of 19 kinds of natural leaves, seeds, berries and flowers scientifically and proportionately mixed and is known as LION CROSS HERB TEA.

LION CROSS HERB TEA tastes delicious, acts wonderfully upon your system, and is safe even for children. Prepare it fresh like any ordinary tea and drink a glassful once a day, hot or cold.

A one dollar treatment accomplishes WONDERS; makes you look and feel like new born. If you are not as yet familiar with the beneficial effects of this natural remedy LION CROSS HERB TEA try it at once and convince yourself. If not satisfactory money refunded to you. Also in tablet form.

Try it and convince yourself with our money-back guarantee.

One week treatment \$1.00 Six weeks treatment \$5.00

In order to avoid mistakes in getting the genuine LION CROSS HERB TEA, please fill out the attached coupon.

Lio - Pharmacy,
1180 Second Ave.,
N. Y. City, N. Y.

Dept. 10641

Gentlemen:

Enclosed find \$.....for which please send me.....
treatments of the famous LION CROSS HERB TEA.

NAME

ADDRESS

CITY STATE

Building Trades Employees

OF MONTREAL and DISTRICT

CONSTRUCTION work in volume will soon start, requiring competent workers in all trades.

Have You a Competency Certificate?

—Indispensable to insure getting the wage rate fixed by law.

Get under the protection of the Law — Phone

PL. 9616

for information as to HOW and WHERE to secure your certificate.

If you have not received legal rates of wages for overtime work, on some recent job,

LET US HANDLE YOUR CLAIM

BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
520 New Birks Bldg. MONTREAL

women of Canada, particularly those employed with governments, must unite and become more aggressive in defence of their right to share with men, in the opportunities that are available in all spheres of activity for which they are trained and adapted.

Women in the government service, without disassociating themselves from fellow workers of the other sex in the same service, should, in order to more effectively protect themselves, form separate associations to fight any discrimination because of sex.

Women, I believe, constitute the majority of the electors in Dominion elections. A powerful, ably directed and aggressive association made up of employees in the Dominion Government Service would undoubtedly be able to bring strong pressure to bear upon governments, the members of which would certainly hesitate, before enacting legislation or adopting regulations, denying women the right to employment, or subjecting them to other handicaps or disabilities because of their sex. To a Dominion organization such as the one suggested, provincial organizations could be affiliated. An organization of this type would not only give women employed in the government services fuller protection than they presently have, but encourage women generally who are dependent upon their labor for a livelihood, to organize, in order to obtain that justice and consideration to which they are entitled as citizens.



FROM NEAR AND FAR

The Social Creditors say they will not interfere with the profits of capitalists. Here is a statement by an authority on Social Credit:

"Under Social Credit, machines are not a menace, for the 'wages of the machine' are distributed to the people displaced by the machine. This is the only solution of the problem of unemployment."

The capitalist will tell you that the machine is his fixed capital, and that his profits are the wages of his capital. If the wages of fixed capital are to be distributed among the unemployed, there will certainly be interference with the profits of capital.

And as for this being a solution of unemployment! It is only a vague way of saying that unemployment can be perpetuated if the profits of capital are distributed among the unemployed. Here you have the implication that Social Credit will somehow give the unemployed the right to the "wages of the machines," the profits of capitalists.

And yet there is to be no interference with profits or capitalistic property rights. Coherent thinking is not the strong forte of Social Credit advocates.

READER.

* * *

Ottawa. — The question of having the expression "standard of living" more closely defined becomes of increasing importance in Canada, due to both federal and provincial legislation. Now there are Boards in several provinces fixing "minimum standard" wages for both male and female workers. And there is federal legislation providing for Boards to fix minimum wages all over Canada.

In the past Conciliation Boards appointed by the Dominion Department of Labor to try to settle industrial disputes have usually based their decisions on assumptions concerning the cost of living; the employers' representatives have presented their ideas of the cost of what they considered a reasonable standard of living for labor, and the workers' representatives presented their ideas — usually different. On both sides, the ideas have been mostly mathematical abstractions arising from comparisons of indexes of the cost of living and indexes of money wages. And each side has usually selected a different basis for the purpose of its comparison, the year which permitted a comparison most favorable to its contentions.

The point is that such mathematical comparisons do not start from any basic conception or recognition of what should constitute a reasonable standard of living. They were show a change in the relations of rates of money wages and the indexes of the cost of living, which indexes are themselves mathematical abstractions based on certain assumptions as to minimum necessities of family of five persons. It is not admitted that capital should have its "wages" determined by similar comparisons between production costs and prices.

The Boards for the determination of "industrial standards," meaning the Boards now engaged in fixing minimum male workers' wages in each industry in a given region, are basing their decisions on similar loose assumptions as to the standard of living. And the minimum wage rates, which tend to become the standard, are being scaled to a subsistence level, instead of to a health and decency standard, or a comfort standard. While the Canadian experiments in official fixing of minimum wages, legally enforceable, may serve to protect unorganized workers from intensive exploitation, their effect is fairly certain to be an undermining of the position achieved by well organized workers — unless the wage-fixing boards are obliged to work from a legal definition of the expression "standard of living," such legal definition to conform with trade union ideas of what constitutes a reasonable standard of living. Once the public authority undertakes to regulate wage rates, there is no end to the legal decisions and regulations which will need to be made, if the outcome is to be anything better than the re-

duction of the workers to a condition of involuntary servitude.

C. M.

* * *

Del Rosa, Cal., January 30, 1936.
Editor, *The Labor World*.

I notice that Bernard Rose remarks: "Herbert Spencer's 'Law of Equal Freedom,' if permitted to apply as that eminent philosopher thought it should, would have added greatly to the burden of misery and oppression of the workers." I understand that although he caught a fine glimpse of the concept of equal freedom, Herbert Spencer did not perceive its requirements that all non-gift transfers of service of normal adults between such persons be on the basis of hour-for-hour exchange of services. But, though not perceiving the full practical implications of the law of equal freedom, Herbert Spencer stated that law well when he said:

"Liberty of action being the first essential to exercise of faculties, and therefore the first essential to happiness; and the liberty of each limited by the like liberty of all, being the form which the first essential assumes when applied to many instead of one, it follows that this liberty of each, limited by the like liberty of all, is the rule in conformity with which society must be organized. Freedom being the prerequisite to normal life in the individual, equal freedom becomes the prerequisite to normal life in society. And if this law of equal freedom is the PRIMARY law of right relationship between man and man, then no desire to get fulfilled a SECONDARY law can warrant us in breaking it."

Note the "limited by the like liberty of all." That is what distinguishes equal freedom from "freedom" in an unqualified or unequally qualified sense.

True Equality of Freedom is impossible where what is commonly called "Capitalism" exists. If the normal adults were equally free, then the workers would be the owners and be self-employed, exchanging their services on the hour-for-hour basis. The medium of trade, called money, would then have a unit that represented a definite duration of the service of fairly normal adults, and also such money would be a true medium of exchange.

The whole problem of the relation of employers and employees arises from the fact that we have NOT equal freedom for normal adults. If we had, gifts (including inheritance) aside, no one could secure an hour of another's service without serving an hour in return, hence it would be utterly impossible for anyone to accumulate a fortune far beyond what most could accumulate. Hour-for-hour exchange would put an automatic, a natural, limit on the amount of so-called wealth anyone could secure either ownership or other control title to. While equal freedom would prevent there being a government (an official ruler) to interfere between private persons or private groups, it would at the same time prevent there being unofficial rulership of some private persons or groups by other private persons or groups, hence the excuse for such interference.

Sincerely,

VAUGHN BACHMAN BROKAW.

PROBES RAYON MILL CLOSING

Prime Minister Mackenzie King created a Royal Commission headed by Mr. Justice W.-F.-A. Turgeon, of the Saskatchewan Appeal Court, to investigate the alleged arbitrary closing of the Dominion Textile Company's flat silk works at Sherbrooke, which threw five hundred workers into the unemployed army. The management of the company claimed the shut down was caused by the flood of Japanese rayon imports. Since, the mill was reopened and most all employees went back to work.

In connection with the probe of the mill closing the Royal Commission is authorized to investigate conditions in the textile industry throughout the Dominion.

Social Obligations of Corporations

Finance Minister Charles Dunning expressed the opinion that industry general-

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
Membre de la Presse internationale
Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction

Secretary, Editorial Department

The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.
LIMITED

DOMINION BRIDGE CO.

Limited

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

ly, and especially an industry which has had for years the benefit of the protection afforded by the customs tariff, should recognize its responsibility to carry on operations with due regard to its obligations to employees and the public, and not arbitrarily shut down its plants."

The Commission will determine the responsibility of employers toward their employees and the public and will recommend appropriate legislative action to include this responsibility in the required functions of industry.

To achieve this purpose the inquiry will go fully into costs and profits, wages, salaries, bonuses and all phases of the industry pertinent to the report which the Commission will make to the Government.

PROFITS OF WAGE CUTTERS

Liggett & Myers Tobacco Company cleared \$16,856,543 net profits in 1935. The great bulk of this huge net income came from the manufacture of cigarettes.

The total wages paid in the entire cigarette industry of the United States in 1935 was around \$14,000,000 — probably less. Wage figures for that year are not yet available; but they have averaged about that figure for some years, and for a period, the tendency was downward.

So, we have the glad news that a single tobacco company, third in size of the Big Four tobacco companies which makes 85 per cent of the cigarettes manufactured in this country, raked in more net profits last year than all the workers who drew their living from the industry. High profits, and low standards of living. That is the practical motto of the Big Four tobacco companies — American, R. J. Reynolds, Liggett & Myers, and P. Lorillard. That has been their guiding principle for 25 years.



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE

2nd and FINAL WEEK

Ronald COLMAN

"A Tale of Two Cities"

With a Cast of 49,000

10 A.M. to 1 P.M. 25 CENTS

CAPITOL

WARNER BAXTER

in
KING of BURLESQUE

With ALICE FAYE

"MY MARRIAGE"

with CLAIRE TREVOR

PRINCESS THEATRE

Charlie CHAPLIN

in
MODERN TIMES

Added Feature

"GUARD THAT GIRL"

10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurand
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED